

GIANNI BAGGET-BOZZO

*La crise de la Démocratie chrétienne**

1. LA CRISE IDÉOLOGIQUE

La Démocratie chrétienne a constitué son patrimoine idéologique en le présentant comme le résultat de l'évolution de la pensée de l'Eglise sur le politique et le social. Son existence était justifiée par la proposition d'une identité politique dérivant de la présence et de l'action catholiques. Plusieurs lectures pouvaient être données de cette présence et de cette identité, constituant une palette d'options et d'opinions extrêmement vastes. Le rôle que la hiérarchie ecclésiastique revendiquait dans l'exercice concret de ces options pouvait cependant conduire à en limiter en grande partie l'éventail. Et de fait, le degré de concentration a été tel, sous les pontificats de Pie XII, Jean XXIII et Paul VI, bien que sous des formes assez diverses, que la hiérarchie a toujours donné son aval aux positions prises par la ligne majoritaire dans la Démocratie chrétienne. L'identification de l'aire culturelle catholique à la Démocratie chrétienne est devenue un phénomène courant en Italie. Encore aujourd'hui, un choix politique clairement différent du choix démocrate-chrétien exclut toute appartenance à l'« aire » catholique. Le concept d'« aire catholique » est lui-même plus restrictif que celui d'appartenance à l'Eglise catholique. Mais l'appartenance à l'aire catholique entraîne encore à présent un statut privilégié à l'intérieur de l'Eglise, et toute appartenance publique à une option différente de celle de la DC est incompatible avec le statut de prêtre, de religieux, de dirigeant de l'Action catholique.

* Traduction de Mariangela PORTELLI.

La Démocratie chrétienne inclut donc, sur le plan politique, la discipline concrète de l'Eglise. Par rapport au passé, la nouveauté consiste dans le fait que l'influence de l'Eglise s'est réduite — tant matériellement que culturellement : l'Eglise ne peut plus bénéficier d'un consensus social sur des éléments essentiels de sa vision de la vie, comme on l'a vu en 1974 avec la question du divorce ou en 1981 avec celle de l'avortement. En outre, depuis le Concile, elle n'est plus en mesure de faire valoir comme une norme doctrinale l'idée d'une doctrine sociale gérée par la hiérarchie.

La crise de la DC a donc pour origine la disparition progressive des bases idéologiques et culturelles qui fondent sa légitimation politique. Elle n'est plus en mesure de se présenter comme le parti politique qui réalise la doctrine sociale chrétienne et se trouve donc contrainte de se définir comme un parti « laïc ». D'un autre côté, elle demeure liée, sur le plan de la représentation politique et sociale, à l'aire catholique et donc à la hiérarchie ecclésiastique, et doit en soutenir les positions.

On le voit pour toutes les questions (comme l'éducation) où les positions ou les intérêts de l'institution ecclésiale sont impliqués. Mais ce rapport avec l'aire catholique est devenu politiquement onéreux, car il bloque ses possibilités d'action politique.

La perte d'influence de l'Eglise a rendu plus laïc l'électorat modéré du centre et du centre-droit qui soutient la DC et approuverait certainement une plus grande indifférence par rapport au discours ecclésial. La DC se trouve donc dans un état de crise idéologique puisqu'elle conserve en arrière-plan culturel la mémoire du « parti chrétien » et privilégie sur les questions clés ses rapports avec la hiérarchie ecclésiastique, mais elle doit désormais « voiler » complètement sa matrice idéologique car elle doit désormais agir dans une société sécularisée, non hostile mais de plus en plus indifférente aux thèmes socio-religieux exprimés par le discours ecclésiastique.

2. LA CRISE DU PERSONNEL POLITIQUE

La crise idéologique a entraîné celle des structures du parti. Le déclin des motivations idéologiques s'est traduit par la chute qualitative et quantitative du militantisme. Mais on doit ajouter — et c'est un phénomène singulier dans l'histoire des partis — que la crise du militantisme a été voulue par le groupe dirigeant. A partir des années 70, la DC s'organise en courants qui décident de « geler » leurs rapports de force. Ce qui implique le blocage de fait des nouvelles

inscriptions et l'attribution à chaque courant d'une quantité définie d'inscrits. Les raisons politiques initiales de ce blocage sont liées aux difficultés que rencontrait, à la base du parti, de toute évidence plus liée aux idéologies traditionnelles, la politique d'accord de principe avec les socialistes et les forces laïques développées par Aldo Moro.

Par la suite, le mécanisme s'est suffi à lui-même et a conduit à une délimitation fermée des groupes démocrates-chrétiens. L'absence de renouvellement des militants impliquait inévitablement le non-renouvellement des dirigeants. Il en a résulté une sclérose de la direction politique de la DC et une évolution oligarchique du parti.

Le groupe dirigeant est en effet constitué, dans sa majeure partie, de députés de l'Assemblée constituante; c'est le cas du président du Sénat, Fanfani, des anciens présidents du conseil Rumor, Andreotti, Colombo, de l'ex-secrétaire général Zaccagnini. Dans sa quasi-totalité le groupe dirigeant est celui qui a été élu, à la fin du leadership de De Gasperi mais avec l'aval exprès de l'homme d'Etat de Trente, lors du Congrès de Naples de 1954. Les nouveaux dirigeants ont été cooptés par ce groupe et se trouvent donc en position subordonnée. Il faut ajouter qu'à la Direction de la DC siègent tous les ex-présidents du Conseil et ex-secrétaires généraux du parti. L'oligarchie se trouve donc définie également par l'âge, même si l'on n'atteint pas le niveau soviétique, les dirigeants démocrates chrétiens de la première génération ayant été élus après l'effondrement politique de l'Etat consécutif à la seconde guerre mondiale, et appartenant tous alors aux nouvelles générations.

La stabilité de l'électorat démocrate-chrétien a contribué à concentrer l'attention des hommes politiques démocrates-chrétiens sur leur statut à l'intérieur du parti.

Ce statut a été longtemps déterminé par le rôle joué à l'intérieur de chaque courant. En 1975, avec le secrétariat Zaccagnini, le système des courants est entré partiellement en crise. Il avait atteint un tel degré de perfectionnement que l'on disait exister un calcul — sur des bases mathématiques —, le « manuel Cencelli », en fonction duquel était établi le pourcentage de charges publiques attribué à chaque courant. Peut-être ce manuel Cencelli n'a-t-il jamais existé, mais la réalité qui se reflète lors de la mise au point des gouvernements démocrates chrétiens est bien exprimée par cette image. C'est la perfection qui a perdu le système, même s'il n'en est pas résulté une mutation dans la composition des groupes parlementaires DC. Les élus hors courant sont peu nombreux et tous marginaux. Une fois atteint le système des courants, la DC est devenue un parti sans direction, c'est-à-dire sans moyens de concentration et de production du pou-

voir interne au parti. Le personnel politique démocrate-chrétien agit dans un état de fragmentation et d'autonomisation tel qu'il empêche le parti de produire une image politique.

L'image politique

Un des traits les plus caractéristiques de la DC des années 80 est la difficulté qu'éprouve le parti à donner à l'électeur des motivations de vote autres que le fait que l'électeur a déjà voté DC et que la DC est le parti le plus important. Le phénomène du terrorisme lui offrait pourtant toutes les possibilités pour se donner une image de parti engagé dans la défense de l'ordre public. Mais ce rôle fut très rapidement rempli par le Parti communiste, composante de la majorité gouvernementale. Bien que la DC fût bien plus atteinte, au moins physiquement, par le terrorisme que le PCI, elle ne parvint pas à en tirer profit. Et paradoxalement, un des principaux obstacles fut la crainte de se situer sur la même longueur d'onde que les communistes.

La DC n'est pas capable de produire une définition de sa politique et donc de se donner une image approximative. Laisant coexister différents messages et diverses interprétations de sa politique, son objectif est de n'exclure la possibilité d'un rapport politique avec aucun autre parti ou force sociale et d'un dialogue avec les intérêts et les sympathies d'aucune couche de l'électorat. C'est pourquoi l'activité gouvernementale du parti peut difficilement être qualifiée puisqu'elle vise surtout à éviter ou à différer les choix, de façon à ce qu'ils n'apparaissent jamais comme tels et soient accomplis, là où ils sont inévitables, sans qu'il leur soit donné, en tant que *choix*, aucune signification politique. La DC se démythifie donc elle-même : le parti, dans son ensemble, souligne que le vote démocrate-chrétien est, pour ainsi dire, un vote naturel qui n'a pas besoin d'explications ou de motivations particulières ; ou, en d'autres termes, que les motivations avancées par les autres partis sont à un tel point marquées par une idéologie qu'elles repoussent l'électeur vers un parti auquel une certaine grisaille confère l'attrait des messages tranquillissants.

La position parlementaire de la DC

La DC n'a eu la majorité absolue qu'au cours de la première législature républicaine (1948-1953). Durant cette législature, De Gasperi reforma le système électoral par une loi qui conférait une surreprésentation aux partis apparentés qui auraient obtenu globalement la majorité absolue. Aux élections du 7 juin 1953, la DC

s'apparenta aux sociaux-démocrates, aux libéraux et aux républicains. Mais les listes apparentées n'obtinrent pas les 51 % et l'opposition de gauche réussit à ce que cette défaite politique fût considérée comme une défaite morale, c'est-à-dire comme le rejet par le peuple d'une volonté de truquage de la part de la DC. Ce jugement ne correspondait pas à la vérité. De Gasperi avait eu recours à l'idée d'une prime majoritaire afin de combattre les pressions intégristes et cléricales qui, au nom de l'anticommunisme, étaient exercées sur la DC et entendaient la pousser à la constitution d'un bloc de droite avec les fascistes et les monarchistes.

De Gasperi voulait maintenir l'opposition au PCI dans un cadre rigoureusement démocratique et associer ainsi grâce à elle, par des liens étroits, la DC et les partis laïcs. Le résultat de ces élections et surtout la victoire d'une interprétation critique transforma le système électoral proportionnel en une sorte de règle garantissant la démocratie.

C'est ce qui rendit la formation d'une majorité parlementaire extrêmement difficile. La DC, qui a toujours disposé de la majorité relative, a dû dépendre de ses alliés pour obtenir la majorité absolue. Aussi a-t-elle cherché à les rendre interchangeables afin de garantir sa propre liberté de manœuvre, mais elle n'y est pas parvenue sans difficultés. Chaque fois que les partis laïcs, puis le PSI, se sont trouvés dans une position politiquement homogène, ils ont pu largement conditionner la DC. C'est ce qui s'est produit entre 1960 et 1962, lorsque les partis du centre imposèrent à la DC, plutôt réticente, l'alliance avec le PSI. La DC a subi longtemps le centre-gauche ; elle tenta de revenir à une position centriste (en excluant le PSI du Gouvernement) en 1972, mais elle dut à nouveau collaborer avec les socialistes en 1973. Et bien que ceux-ci aient eu alors, pour la plupart, une préférence pour l'alliance avec le PCI, la DC fut ainsi contrainte à gouverner, entre 1976 et 1979, avec le PCI dans les gouvernements d'unité nationale : monocolores démocrates-chrétiens que le PCI soutenait d'abord par son abstention puis par son vote. Après la tragédie Moro, la collaboration avec les communistes prit fin. Actuellement, la DC, qui a rompu tout rapport politique avec le PCI, ne peut atteindre la majorité absolue qu'avec le PSI. Celui-ci, habilement dirigé par Bettino Craxi, a exploité au maximum sa position de force et a réussi à agréger autour de lui tous les partis laïcs. Une partie de la DC, qui regroupe les courants les plus favorables à la collaboration avec le PCI, voudrait sortir du conditionnement que l'hégémonie socialiste impose à la DC. Elle n'est toutefois pas en mesure de proposer la constitution d'une majorité qui engloberait le PCI : ce sont en effet

les leaders de ces courants qui ont souligné l'impossibilité de gouverner avec le PCI, alors que c'est justement ce que le PCI demande. Cette tendance n'est donc pas en mesure de constituer une alternative à l'hégémonie que l'allié socialiste exerce sur la politique conduite.

Dans ces circonstances, on comprend comment le secrétaire socialiste a pu se proposer comme objectif sérieux la conquête pour lui et son parti de la présidence du conseil même si son électorat ne correspond qu'au tiers de lui de la DC.

Dès à présent, le secrétaire socialiste peut choisir le démocrate-chrétien qui dirigera le Gouvernement. Le dernier président, Arnaldo Forlani, fut le seul qui appuya Craxi lorsque celui-ci, au début de l'actuelle législature, fut chargé par le Président de la République de constituer le Gouvernement. Son prédécesseur, Cossiga, avait été désigné par la DC et appartenait aux courants non favorables aux socialistes. Forlani reçut le plein appui du PSI, parce qu'il couvrait et s'alignait constamment sur les positions socialistes. La DC a perdu ainsi, de fait, la présidence du Conseil tout en la conservant formellement (1). Le PSI pourrait aller encore plus loin, en assumant lui-même la présidence du Conseil si, au PCI, le secrétariat de Berlinguer, hostile aux socialistes, entrerait en crise.

La DC et le terrorisme

L'histoire du terrorisme italien est entrelacée à celle de la DC. Le terrorisme de gauche a choisi la DC comme son adversaire principal : le geste le plus incisif des Brigades Rouges fut l'enlèvement d'Aldo Moro et l'assassinat de ses gardes du corps, suivi de l'assassinat du président démocrate-chrétien.

Au contraire, le terrorisme de droite a toujours entretenu des liens relativement étroits avec les forces de police et donc avec la DC. Le procès consécutif à l'attentat de la Piazza Fontana en 1969 a révélé les liens des services secrets de l'Etat avec une cellule subversive fasciste de la région de Padoue et a mis en lumière la responsabilité de ministres dans cette affaire. La magistrature, après une enquête judiciaire qui a duré douze ans, a fini par relaxer tout le monde faute de preuves, mais la décision rendue en appel, qui bouleversait radicalement celle rendue en première instance, a laissé l'opinion publique incrédule et stupéfaite.

Du reste, le terrorisme de gauche s'est constitué avec les GAP

(1) Elle l'a totalement perdue le 28 juin 1981 au profit du sénateur Giovanni Spadolini, secrétaire général du Parti républicain (NDR).

de Feltrinelli en raison justement du soupçon d'un coup d'Etat de droite bénéficiant de complicités gouvernementales. Les dirigeants démocrates-chrétiens ont été (excepté l'unique cas d'un communiste) les seuls représentants politiques atteints aux jambes par les terroristes « rouges ». Un ouvrier communiste fut tué parce qu'il avait contribué à la découverte d'un membre des BR dans une entreprise de Gênes. L'objectif politique du terrorisme de gauche a toujours été la DC, et le PCI est entré en jeu uniquement parce qu'accusé de soutenir politiquement la DC.

Le terrorisme a agi politiquement en Italie en mettant au premier plan la gendarmerie, qui a pris la direction de la lutte contre le terrorisme et en a profité pour adresser des messages politiques. Une figure prestigieuse s'est ainsi constituée, celle du commandant de la gendarmerie, Capuzzo, dont le discours est rigoureusement démocratique, et même bien plus lucide et attentif aux motivations du phénomène terroriste que les hommes politiques, et surtout ceux de la DC. Cette montée politique de la gendarmerie signifie-t-elle la possibilité d'une solution non parlementaire à la crise politique ? Il faut en tout cas tenir compte du fait que du côté des représentants du monde industriel (par exemple le président du Parti républicain, Visentini), on a avancé des opinions favorables à la constitution de gouvernements qui ne soient pas liés aux partis. Cela dit, une solution non parlementaire est pour le moment improbable. Il est singulier que la direction du PCI ne considère pas avec défaveur ces propositions qui mettraient hors circuit tant la DC que le PSI.

Il est également important de souligner que ces propositions sont apparues non pas quand le terrorisme de gauche était en pleine ascension mais au moment où la lutte contre celui-ci avait obtenu des succès significatifs. On pourrait dire que, de même que le terrorisme de gauche a succédé à ce que l'on a appelé la « stratégie de la tension », c'est-à-dire à la menace du terrorisme de droite, de même aujourd'hui à la crainte du terrorisme de gauche succède celle du « coup d'Etat légal ». Le risque existe toujours, même s'il ne faut pas le surévaluer, que la crise de la DC, un parti incorporé au fonctionnement concret des institutions républicaines, se transforme en une crise institutionnelle.

La DC et les scandales

La DC est au centre de tous les scandales de l'après-guerre ; et, malgré tout, aucun démocrate-chrétien n'a subi de sanctions pénales ou n'a vu sa carrière politique interrompue à cause de démêlés avec

la justice. Cela indique assez nettement le niveau d'imbrication entre les institutions de l'Etat et le parti au pouvoir.

La corruption était dans une certaine mesure rendue inévitable du fait du système politique lui-même, puisque les partis, bien qu'étant de véritables institutions publiques, n'ont pas eu pendant une longue période d'autres ressources que celles que leur apportaient les contributions de leurs adhérents. Le financement des partis est lié à l'exploitation économique de leurs rapports avec les ressources de l'Etat : un exercice très facile et rentable, dans une structure institutionnelle qui voit s'accroître l'intervention de l'Etat dans tous les secteurs de la vie sociale, et donc la multiplication des possibilités de médiation politique. C'est dans les années 70 qu'on a pris conscience du problème et que l'on a décidé le financement public des partis. La loi soumise à un référendum a été approuvée par les électeurs malgré une opposition, orchestrée par les radicaux, qui a quasiment atteint les 40 % du corps électoral. Le manque de confiance était lié au fait que l'on craignait que la corruption continue, étant donné le niveau d'imbrication désormais atteint entre la médiation politique et les institutions publiques.

La DC est certainement le parti qui dispose au plus haut degré de cette possibilité mais ce n'est pas le seul. Cependant c'est le parti qui, semble-t-il, est le mieux protégé par la magistrature et la police. C'est pour cette raison que s'est posé le problème, dans la forme proposée par Pasolini, du « procès à la DC ». La question surgit pendant le scandale Lookheed, à propos des sommes versées par l'entreprise américaine à des membres du Gouvernement italien pour faciliter l'achat d'avions *Hercules* par l'aviation militaire italienne. Les démocrates-chrétiens n'eurent pas de condamnations pénales, alors que l'ex-ministre social-démocrate Mario Tanassi le fut (avant d'être confié à l'assistance sociale à sa sortie de prison).

Lorsque les BR enlevèrent Moro, elles affirmèrent vouloir organiser ce « procès de la DC » que les institutions n'avaient pas instruit.

La DC et la politique étrangère

La prise du pouvoir par la DC a commencé en 1944, avec l'attribution du ministère des Affaires étrangères à De Gasperi. La politique étrangère fut un élément essentiel du succès politique de la DC. Celle-ci se présenta comme le parti qui, grâce au catholicisme, était en mesure de permettre à l'Italie de rompre l'isolement international où le fascisme et la guerre l'avaient confinée. Dans la division du monde en deux blocs, une fois établie l'adhésion idéologique de la

gauche, communiste et socialiste, à l'un d'eux, l'espace ouvert à la DC était celui du choix occidental.

La DC devint le parti de l'alliance atlantique et de l'unité européenne. Sous sa direction, l'Italie choisit l'Occident et le soutient aux temps de la guerre froide.

La DC italienne n'acceuillit pas de bon gré la détente : on imputa le manque de voix nécessaires pour conquérir la majorité lors des élections de 1953 aux premiers signes du dégel. Mais, avec le changement de direction du parti en 1954, la détente devint, avec l'unité européenne et la communauté atlantique, un des points de référence de la politique démocrate-chrétienne. Bien plus : la politique étrangère de la DC et la position internationale qui en résultait permirent à la DC de donner une légitimation à son pouvoir.

La politique étrangère démocrate-chrétienne a été fondamentalement une politique visant à n'interférer en aucun cas avec la politique étrangère des Etats-Unis, en l'appuyant par principe en tant que politique de la puissance hégémonique, mais sans jamais la soutenir sur le terrain. La politique étrangère italienne, qui a été en quasi-permanence dirigée par la DC, a cherché à réaliser des conjonctions politico-économiques sans envergure et conçues de telle sorte qu'elles ne mettent jamais en discussion le rapport avec les Etats-Unis. Au contraire : ce rapport a été utilisé par la DC à des fins de politique intérieure, c'est-à-dire comme ligne de démarcation des politiques et des alliances que la DC ne voulait ou ne pouvait, suivant les cas, accepter. Lorsque les communistes demandèrent à passer du statut d'appui extérieur au Gouvernement à celui de membre à plein titre de l'exécutif, on utilisa comme arme de dissuasion le veto américain.

L'Italie a mené, sous la direction de la DC, une politique étrangère inférieure à ses possibilités et cela parce que l'image idéologique que le parti gouvernemental souhaitait voir répandue dans le pays (et qu'il voulait lui transmettre à travers la politique étrangère) était celle d'une Italie liée étroitement aux Etats-Unis, incapable d'avoir une existence politique sans un rapport direct, fidèlement observé, avec la puissance hégémonique de l'Occident.

Au moment où apparaissent en Europe des différences sensibles avec la politique américaine, la DC choisit (dans les années 60) la politique américaine. Dans les années 70, cette différence s'élargit : l'Italie s'adosse alors à l'axe franco-allemand (qu'elle a toujours contrecarré), car elle ne se sent pas en mesure de jouer le rôle du « bulgare de l'OTAN », c'est-à-dire d'être le fer de lance pur et dur des Etats-Unis en Europe et en Méditerranée. L'axe franco-allemand lui permet de mener une politique étrangère sans envergure et, par

conséquent, de repousser ou de dissimuler son choix. Toutefois, cet élément significatif de la politique démocrate-chrétienne est entré lui aussi en crise, à partir du moment où l'allié socialiste peut pratiquer avec davantage d'authenticité et de fermeté la ligne de l'entente avec la politique de la social-démocratie allemande et jouer ainsi la carte d'une contribution plus active de l'Italie à la politique étrangère européenne.

La Démocratie chrétienne est désormais engagée sur la voie du déclin, quel que soit l'angle sous lequel on la considère. Peut-être que la meilleure solution serait de rompre avec son statut de fille préférée de l'Eglise et des Etats-Unis qu'elle a utilisé pendant trente ans et de jouer une carte plus laïque et plus nationale. Mais peut-on effacer de manière aussi radicale son propre passé ?

Sous le régime démocrate chrétien s'est accomplie la sécularisation de la vie civile et sociale de l'Italie, mais la DC ne semble pas s'en être aperçue. Elle vit dans la nostalgie des années 50. Et l'on a l'impression que le PCI, qui a joué avec Berlinguer, dans la ligne du dernier Togliatti, ses cartes maîtresses sur un accord avec l'Eglise, se trouve dans des conditions guère dissemblables. Peut-être le moment des grandes mutations est-il arrivé pour la politique italienne.